



C'est au cours de la conférence annuelle du Barreau pénal international à Berlin en Allemagne ce 27 janvier que l'association du Barreau africain a appelé une fois de plus à la libération des dirigeants du Southern Cameroons (Ambazonia) enlevés et détenus par le Nigeria depuis le 05 janvier dernier.

Cette association professionnelle des avocats africains lance également un ultimatum de 48 heures aux autorités nigérianes pour libérer les leaders séparatistes camerounais qui auraient été arrêtés par les services de sécurité de l'Etat du Nigeria. L'association appelle à une intervention internationale pour stopper le « génocide » dans le Southern Cameroons

Le président de l'association, Hannibal Uwaifo, avait qualifié ces arrestations d' « illégales » et de violation des droits de l'homme. Il soulignait que l'extradition des leaders séparatistes serait une violation du droit international et des lois locales nigérianes étant donné que le pays n'a pas de traité d'extradition avec le Cameroun.

Rappelons que dans une lettre adressée au ministre nigérian de la Justice le 8 janvier 2018, Hannibal Uwaifo exigeait déjà la libération des leaders sécessionnistes interpellés.

Cette autre sortie intervient au moment où l'opinion fait face à une confusion totale sur le lieu de détention des leaders sécessionnistes. La chaîne de télévision française France 24 avait

pour sa part déclaré le vendredi 26 janvier que les séparatistes anglophones étaient extraites vers le Cameroun et gardés dans une « prison de haute sécurité » à Yaoundé, mais l'information avait été très vite démenti par d'autres sources qui précisait que Ayuk et ses compagnons sont toujours détenues au Nigéria.

Pour l'heure Yaoundé et Abuja n'ont toujours pas communiqué officiellement sur le sujet.